

1. Les acquis de la révolution et les difficultés économiques

Dès les premiers mois après son arrivée au pouvoir, le sandinisme avait défini les trois principes de son économie : la satisfaction des besoins de base, la diversification des dépendances et une économie mixte. Le régime a été fidèle à ces principes, malgré les difficultés.

1.1. Satisfaction des besoins fondamentaux

L'économie veut obéir à la «logique de la majorité». Elle se veut en fonction d'abord des pauvres, du peuple, de la masse. On a donc choisi l'option de répondre aux besoins fondamentaux, avant même d'accumuler. C'était là bien sûr un renversement de l'économie capitaliste, et un risque à prendre. On demanda aussi à la population, par ses organisations populaires, de définir elle-même ses besoins fondamentaux.

C'est ainsi qu'on organisa la campagne d'alphabétisation, puis celle de la santé : initiatives inefficaces du point de vue capitaliste, mais dont le succès est évident au Nicaragua.

On assura aussi à tous l'accès, à des prix justes, à 13 «produits de base» : riz, sucre, maïs, haricots, et autres. Ces produits n'ont pas manqué, et leur consommation a augmenté chaque année car l'existence de ces produits a créé ou augmenté les besoins de la population.

Pour les autres produits cependant, produits de luxe, ou produits d'importation comme les parfums, les liqueurs, les équipements sophistiqués et autres, la réduction a été drastique. Leur consommation a baissé de 60 %, et leur absence a causé le mécontentement de beaucoup de gens plus aisés qui avaient auparavant un accès plus facile à ces produits.

1.2. La diversification des dépendances

Au lieu d'une dépendance presque exclusive et totale des Etats-Unis, qui existait sous Somoza, on a voulu appuyer les échanges économiques sur «4 jambes» : 25 % avec les Etats-Unis, 25 % avec la CEE, 25 % avec le Tiers Monde et 25 % avec les pays socialistes et non-alignés.

On n'a pas encore atteint des pourcentages aussi bien équilibrés. Mais la diversification se fait (le Nicaragua a des relations commerciales avec une centaine de pays) et la nation est moins dépendante d'un seul pays. Quand, par exemple, les Etats-Unis, pour boycotter le Nicaragua, a coupé ses quotas de sucre (produit important d'exportation du Nicaragua), ce pays a pu, la semaine suivante, vendre toute sa production à l'Algérie.

Il faut mentionner que les relations commerciales avec les pays communistes ou socialistes ne représentent encore que 11 % du total. Et que 48 % de l'aide apportée ces dernières années au Nicaragua (aide publique, prêts, incluant FMI et Banque Mondiale, et aide privée) était en provenance de pays du Tiers Monde.

Le Nicaragua sait qu'il sera toujours dépendant. Et il sait que cette politique de diversification est en réalité ce qui gêne et blesse le plus profondément l'administration Reagan : elle risque de briser en fait tout le modèle économique et la géopolitique américaine.



1.3. Economie mixte

Au Nicaragua, 40 % de l'économie est «propriété du peuple». Et 60 % est aux mains du secteur privé. Secteur toutefois contrôlé par la nationalisation des banques et du commerce extérieur.

Le secteur privé n'est cependant pas homogène :

— la moitié de cette économie privée est aux mains des «grands producteurs» : on ap-

pelle ainsi ceux qui ont 100 employés ou plus, ou plus de 1.000 ha. de terre. Ils sont environ 500 dans le pays, dont 400 en milieu rural. 10 % d'entre eux donnent leur appui à la révolution, la majorité dit qu'il n'y a pas de « climat » mais travaille à l'intérieur du processus, et 15 % environ se définit nettement comme l'opposition, qu'elle dirige et active.

1.4. Succès et faiblesses

— Les succès de ce modèle économique sont évidents. Sauf pour l'essence et l'une ou l'autre denrée, il n'y a pas de rationnement et l'alimentation de base est satisfaisante pour tous et en général bien distribuée. Des progrès considérables ont été faits dans l'éducation et l'alphabétisation, comme dans le domaine de la santé. Le chômage a été réduit sensiblement depuis 1979 et l'inflation a diminué (25 % en 1983).

— Mais on ne peut cacher la crise économique sérieuse que vit actuellement le pays, et qui pourra affecter les prochaines années. Plusieurs facteurs en sont la cause :

- les inondations qui ont causé au début de 1983, une perte de presque 80 % de produits d'exportation et ont occasionné des dépenses considérables ;
- la sécheresse qui a suivi et a aggravé la situation ;
- une réduction de 50 %, cette année, de l'aide du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de développement (conséquence de la politique américaine de déstabilisation du Nicaragua) ;



- la défense contre l'agression aux frontières cause de nouvelles dépenses. (Le budget de la défense ne dépasse cependant pas 15 % du total, alors que celui de l'Education et de la Santé représentent chacun 20 % du budget).

Le manque de capacité d'exécution, dû surtout au manque de cadres et de techniciens, vient aggraver la situation. 10.000 techniciens et professionnels ont quitté le pays depuis la révolution, car leur travail pouvait difficilement, sous le nouveau système, être source d'accumulation. Par contre, le pays a reçu environ 10.000 « internationalistes », coopérants et autres, venus aider à la reconstruction et au développement. Parmi ceux-ci, on compte (au 31-12-'82) 3.490 originaires de pays socialistes (dont 2.000 cubains) ; la majorité vient cependant d'Europe et d'autres pays latino-américains.

2. Politique interne

Malgré les conflits aux frontières, et en partie influencée par eux, la vie politique interne continue et surmonte ses difficultés.

2.1. Gouvernement et appui populaire

Le programme politique de la Révolution sandiniste continue, fidèle à ses objectifs premiers de participation populaire et de système créé en fonction de la majorité :

— Les institutions politiques sont celles qui furent créées après la victoire contre Somoza : (...) les partis, syndicats ou organisations d'opposition y sont représentés.

— L'appui populaire, même s'il n'est pas toujours aussi enthousiaste qu'aux premiers mois de la révolution, est manifestement encore très fort et majoritaire. De même la participation populaire dans les gouvernements locaux, régionaux et national, dans les programmes décidés par les populations ou planifiés par le gouvernement, dans la défense du système et dans l'organisation à tous les niveaux, est évidente. Tous sont d'accord pour nous dire qu'au cas où des élections auraient lieu maintenant, le Front Sandiniste (devenu à toutes fins pratiques un parti politique) remporterait sans problème ces élections.

Bien sûr, la masse de la population n'est pas encore pleinement conscientisée ou convaincue de cette «révolution». Car si tous étaient d'accord pour renverser Somoza, un grand nombre attendent un changement vers un régime plus démocratique, semblable à d'autres régimes occidentaux. (...)

Les jeunes (et ils sont majorité au Nicaragua), adhèrent plus spontanément à cette nouvelle vie. Et l'appui de la majorité ne se dément pas, au point que le gouvernement n'a eu aucune crainte à armer milices et paysans. La thèse américaine d'une insatisfaction généralisée à l'intérieur du pays n'a réellement pas de fondement. Les troupes de «Contras» venues du Honduras l'ont d'ailleurs vite réalisé: elles ont été repoussées et n'ont pu trouver d'appui suffisant à l'intérieur pour s'y fixer.

— L'organisation politique, militaire et sociale, enfin, s'est faite à tous les niveaux, et elle est aux mains de la population. Les gouvernements locaux et régionaux ont des représentants des organisations populaires, syndicales et autres; milices et Comités de Défense Sandiniste fonctionnent partout.

— Devant l'agression et le danger d'invasion, le gouvernement vient d'instituer le Service militaire obligatoire. Cette mesure a suscité de fortes réactions dans les milieux d'opposition. Cette question fait l'objet de perceptions différentes au sein de l'Eglise.

2.2. L'opposition

Cette situation n'exclut pas la présence d'une opposition active et organisée. Et dans cette opposition, on retrouve:

— Des partis d'opposition; quatre partis ont donné appui au Sandinisme, en conservant leur sens critique. Mais d'autres, dont le Parti Social-chrétien, le Parti Social-démocrate, le Parti Conservateur démocrate et le Parti communiste, se posent en opposants fermes au gouvernement.

— Des Centrales syndicales; si la CST - Centrale Sandiniste des Travailleurs, et l'ATC - Association des travailleurs ruraux (42.000 membres) sont sandinistes, d'autres s'y opposent

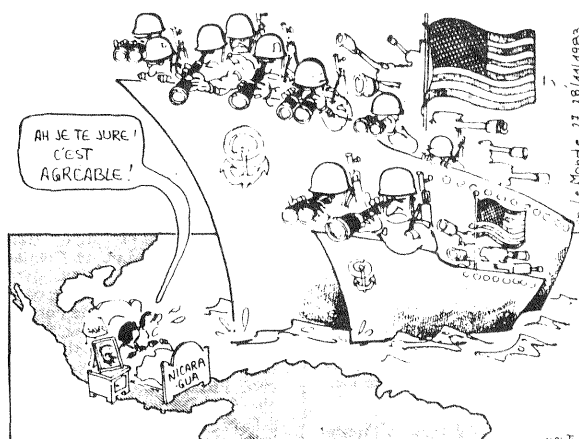
- la CAUS (affiliée au Parti communiste); elle a environ 800 membres en milieu rural et d'autres en milieu urbain;
- la CNT (membre de la CLAT, d'affi-

liation démocrate-chrétienne); plus forte en milieu urbain, elle n'a environ que 500 membres en milieu rural.

Cette opposition est en réalité le fait du secteur privé, et d'une partie seulement de ce secteur (si le secteur privé représente encore plus de 60 % de l'économie nicaraguéenne, on calcule que 10 % seulement est de l'opposition ouverte). Mais ce groupe minoritaire est puissant: il contrôle le journal *La Prensa*, des stations de radio, des partis d'opposition; il a aussi des relations et des appuis internationaux.

En plus, l'opposition compte sur l'appui de certains secteurs de l'Eglise. L'archevêque de Managua, Mgr. Obando y Bravo, ne cache pas son antipathie envers le régime, ni ses sympathies pour l'opposition.

Il ne cache pas non plus ses liens avec les Etats-Unis, où il trouve le financement de ses projets. L'ambassadeur et autres envoyés officiels le visitent régulièrement. Lors de la célébration du 25^e anniversaire de l'ordination sacerdotale de Mgr. Obando, le 14 août dernier, en présence d'environ 30 à 40.000 personnes (aucune autre messe n'était permise à Managua en ce dimanche matin), l'ambassadeur américain a été présenté au peuple et applaudi. (...)



2.3. Pluralisme, partis et élections

Les divers partis politiques existent donc: ils agissent et s'expriment. Ils sont représentés au Conseil d'Etat et dans les organisations diverses.

Après une longue étude, le Conseil d'Etat vient même d'approuver la Loi des Partis politiques, réglementant l'existence et l'activité de tout parti qui est organisé à l'intérieur du pays. La création d'un parti ne dépend que

de la présentation de son enregistrement légal, de la constitution d'une direction de quelques personnes, et de la présentation de statuts et de principes généraux. (...)

Ce qui n'est pas encore défini, c'est le type de gouvernement que se donnera le pays. C'est en fait ce pour quoi l'on va voter: Constituante, Parlement, Président, ...?

Nos conversations avec plusieurs membres du Conseil d'Etat ont révélé des idées très diverses en ce domaine, et cela devra faire partie de l'étude sur la Loi électorale.

Pour mieux connaître les divers systèmes électoraux, différentes commissions du Conseil d'Etat ont visité, ces derniers mois, les pays d'Europe.

La Révolution continue donc, forte et avec l'appui de la majorité. Il ne semble pas que le processus puisse être changé substantiellement, ou que l'opposition puisse empêcher son cours.

Mais le caractère de cette révolution et de ce processus pourra être affecté:

- par l'attitude de l'Eglise institutionnelle;

- par la force et l'attitude de l'opposition interne, plus agressive qu'au début;
- et bien sûr par les pressions et les attitudes de l'opposition externe et des Etats-Unis. (...)

Suite au prochain numéro:

3. Politique extérieure
4. Organisation sociale et droits humains

Warum hat das LW diesen Bericht noch nicht gedruckt oder verarbeitet?

"Da verläßt sich die freie Presse lieber auf ihre eigenen Nachforschungen oder normalerweise auf die Berichte ihrer ständigen Mitarbeiter und der erfahrenen Agenturen (...) Auslandskorrespondenten von Zeitungen und großen Agenturen leben oft seit Jahren (...) in den betreffenden Ländern, (...), pflegen nicht einseitige, sondern vielseitige Kontakte, erfahren über die guten wie die schlechten Seiten des jeweiligen Regimes und berichten darüber nach bestem Wissen und Gewissen."

12, in: LW, 24.4.1984
über die LW-Berichterstattung über
Nicaragua